

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Migrations (UE) > **Migrants - Morts en Méditerranée : le déshonneur du Conseil européen**

Migrants - Morts en Méditerranée : le déshonneur du Conseil européen

lundi 27 avril 2015, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2015).

En ce mauvais jour du 23 avril 2015, le Conseil européen qui devait enfin « agir » sur une situation « dramatique » en Méditerranée, s'est contenté de tenter de mettre l'Union européenne et ses États membres à l'abri des migrants en renforçant la protection de ses frontières.

À ces milliers d'êtres humains, femmes, hommes et enfants qui risquent la mort, et souvent la trouvent, en tentant de rejoindre des lieux pour se reconstruire et vivre, les chefs de gouvernement européens, réunis à grand bruit, n'ont eu qu'un seul message à leur envoyer : « Sécurité ! ». Ils n'ont pas cherché à sortir d'une concurrence entre les États membres, essayant chacun de prendre le moins possible des migrants après avoir rejeté tous les autres. Quant au mot « accueil », il ne fait pas partie du vocabulaire des chefs de gouvernement.

Lutte contre l'émigration avec l'appui des pays tiers, reconduite à la frontière, refoulement, rétention dans les centres spécialisés, pénalisation de l'entrée... Voilà ce que vont connaître les survivants quand elles et ils auront fini de compter leurs morts. Le Conseil européen en prenant ces mesures honteuses considère que sa responsabilité n'est pas engagée. Il ajoute ainsi aux morts son propre déshonneur.

Les associations et organisations qui à travers l'Europe défendent les droits de toute personne à vivre quelque part en sûreté, ne peuvent l'accepter et décideront dans les semaines à venir des moyens pour s'opposer à cette politique mortifère.

Bruxelles, le 24 avril 2015

Signataires :

Action Luxembourg Ouvert et Solidaire

Ligue des Droits de l'Homme (ALOS - LDH)

Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés - Luxembourg (ASTI)

Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH)

Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía (APDHA)

Associazione Di Promozione Sociale (ARCI)

Borderline Europe

Centre de Recherche et d'Information pour le développement (CRID)

La Cimade - service oecuménique d'entraide

CIRÉ - Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers

Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)

Emmaüs Europe

Emmaüs International

Enda Europe

European Federation of National Organisations Working with Homeless People (FEANTASA)

Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s (FASTI)

FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme)

Fondation France-Libertés
France Amérique Latine (FAL)
Groupe d'Information et de Soutien des Immigré.e.s - France (GISTI)
Ihmisoikeusliitto - Ligue finlandaise des Droits de l'Homme (FLHR)
Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM)
Institut de Drets Humans de Catalunya (IDHC)
Internationale Liga für Menschenrechte (ILMR)
KISA - Action for Equality, Support, Antiracism
Le Syndicat de la magistrature - France
Lega Italiana Dei Diritti Dell' Uomo (LIDU)
Liga Portuguesa dos Direitos Humanos - civitas (LPDH)
Liga Voor de Rechten van de Mens (LVRM)
Ligue des droits de l'Homme - Belgique (LDH)
Ligue des droits de l'Homme - France (LDH)
Malta Association of Human Rights (MAHR)
Movimiento Migrante Mesoamericano - Mexique
Montgolfière, Association d'aide aux demandeurs d'asile
Migreurop
Organisation pour une Citoyenneté universelle (O.C.U)
Plate-forme Migrants et Citoyenneté européenne (PMC)
Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)
Syndicat des avocats de France (SAF)
